

Le directeur administratif de Liban-Lait enlevé par des inconnus armés dans la Békaa

Les enlèvements en vue d'une rançon sont-ils devenus une pratique courante au Liban, plus particulièrement dans la région névralgique de la Békaa ? C'est la question que l'on est en droit de se poser aujourd'hui avec le kidnapping, hier, du directeur administratif du groupe Liban-Lait.

Après l'épisode douloureux des Estoniens, le commerçant syrien et les frères Omar et Mohammad, tous kidnappés pour obtenir une rançon, le directeur administratif de Liban-Lait, Ahmad Zaydan, frère du PDG de l'entreprise,

a été victime hier matin d'un enlèvement alors qu'il se dirigeait vers son bureau. Parvenu à 400 mètres de l'usine qu'il dirige, M. Zaydan a été intercepté par des individus armés à bord d'une jeep noire qui l'ont fait descendre de sa voiture avant de fuir en sa compagnie vers une direction inconnue. La voiture du directeur administratif, une Jeep Volswagen, a été abandonnée sur les lieux.

Selon une source qui connaît bien la victime, ce dernier aurait été enlevé très probablement « pour des motifs financiers ». Il n'y a aucune raison politique qui justifie son kid-

naping, encore moins un motif personnel sachant que M. Zaydan est une personne extrêmement aimée et appréciée par les ouvriers et employés de l'usine », confie la source.

La thèse d'une éventuelle rançon qui pourrait être réclamée par les auteurs du rapt est celle qui est pour l'instant également retenue par les forces de l'ordre.

À ce propos, une source sécuritaire prévoit que la demande de rançon ne se fera pas attendre. L'enquête, qui a immédiatement été ouverte sitôt le rapt annoncé, « montre que la voiture à bord de

laquelle a été emmenée la victime a été localisée dans le jurd de Brital », précise la source sécuritaire.

Dès l'annonce de sa disparition, les ouvriers et employés de l'usine ont observé un sit-in sur la route internationale de Baalbeck, en signe de mécontentement. Les protestataires ont brandi des banderoles réclamant la libération de leur directeur administratif. S'exprimant au nom des manifestants, Youssef Massoud a indiqué que M. Zaydan « a investi 13 ans de sa vie dans une société qui emploie 350 ouvriers en en faisant profiter

près de 1 000 familles ».

« Vous savez tous que l'usine avait constitué une cible lors de l'agression israélienne contre le Liban en 2006. Elle a été reconstruite et a repris son fonctionnement normal », a précisé le porte-parole qui a dénoncé « le nouveau coup porté contre la société » avec la disparition de son directeur administratif.

Pour sa part, le président du Parlement, Nabih Berry, est intervenu en effectuant des contacts avec les responsables concernés afin de tenter de savoir qui sont les auteurs du rapt.

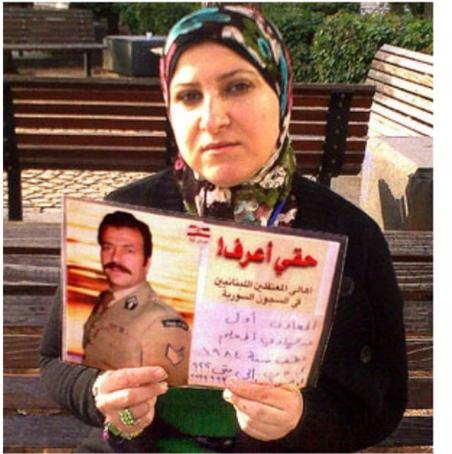
Disparus de guerre

de Nada MERHI

Anjad el-Moallem : « Je sens que mon père est encore vivant »

Le sort de milliers de Libanais – et de ressortissants arabes – disparus durant la guerre civile et la période qui l'a suivie sous la tutelle syrienne au Liban reste inconnu. Pour que ce dossier vieux de plus de trente ans ne reste pas occulté et relégué aux oubliettes, « L'Orient-Le Jour » relatera chaque semaine le témoignage d'un parent en quête de la vérité sur le sort d'un disparu.

Le 3 novembre 1984, Anjad el-Moallem, alors âgée de 5 ans, étreint son père pour la dernière fois. Adjudant-chef à la gendarmerie, Abdel-Hadi el-Moallem sort en ce jour de sa maison pour ne plus jamais y retourner. « C'était un samedi, mon père était de service à la caserne Hérou pour le week-end, se souvient-elle. Il est vrai que j'étais petite, mais je me rappelle de ce jour, comme si c'était hier. J'avais l'habitude, à chaque fois qu'il sortait de la maison, de l'embrasser. Comme à l'accoutumée, je me suis mise debout sur le sofa et je l'ai enlacé. Mais ce jour-là, je l'ai étreint à plusieurs reprises et je ne me lassais pas de le regarder. Comme si j'avais le sentiment confus que je ne le reverrais plus. » Le lundi 5 novembre 1984 Abdel-Hadi el-Moallem ne rentre pas chez lui.



Anjad el-Moallem avait cinq ans lorsque son père, Abdel-Hadi el-Moallem, a été enlevé à la caserne Hérou, où il était de service.

« J'étais revenue de l'école et il y avait du monde chez nous, se rappelle sa fille. J'étais ma mère et mes oncles dire "Abdel-Hadi a disparu". C'était la première fois que j'étais en contact avec ce mot "disparu". Je n'en comprenais pas le sens. J'ai cru que cela voudrait dire qu'il était en voyage. Ce n'est que lorsque j'ai eu 12 ou 13 ans que j'ai compris que mon père avait été enlevé. » Les frères et amis de Abdel-Hadi ont mené leurs enquêtes pour connaître son sort. « Un agent des Forces de sécurité intérieure qui avait tout vu leur a raconté que mon père était rentré de la patrouille, avait garé la Jeep de la gendarmerie et était sur le point de prendre sa voiture, lorsque des hommes l'ont abordé à la sortie de la caserne, souligne Anjad el-Moallem. Ils lui ont bandé les yeux et l'ont pris. Même sa voiture personnelle a disparu. Plus tard, nous avons su que ses ravisseurs étaient des hommes du mouvement Amal. Dans un premier temps, ils l'ont gardé à la tour Murr, avant de le livrer, un an plus tard, aux autorités syriennes. » Père d'une famille composée de deux garçons et quatre filles (« ma sœur benjamine ne connaît son père que sur la

photo, elle avait un an et demi lorsqu'il a disparu »), Abdel-Hadi el-Moallem avait près de 43 ans lorsqu'il a été enlevé. L'aîné de ses enfants avait 17 ou 18 ans. Cette famille, originaire de Kab Elias dans la Békaa, avait tout fait pour obtenir sa libération. Comme de nombreuses autres familles dans l'attente, ses efforts se sont avérés vains. « Ma mère et mes oncles n'ont jamais pu le revoir, ni avoir de ses nouvelles, indique Anjad el-Moallem. Ils ont été en Syrie à plusieurs reprises, mais ils sont rentrés bredouille. Tantôt on leur disait qu'on n'avait aucune information le concernant, tantôt qu'il était accusé d'un crime politique et qu'on ne pouvait rien faire pour lui. À plusieurs reprises on leur avait promis de le voir. On leur avait même soutiré de l'argent à cet effet. En vain. » « Il y a quelques années, dans le cadre d'un des sit-in organisés ici, dans le jardin Gebran Khalil Gebran, d'anciens détenus en Syrie ont reconnu mon père sur la photo que nous portions ma sœur et moi, ajoute Anjad el-Moallem. Ils ont dit à Ghazi Aad (porte-

parole de Solide – Soutien aux Libanais en détention et en exil, NDLR) que mon père était en Syrie. Au début, je ne voulais pas y croire. J'ai exigé des détails spécifiques susceptibles d'indiquer qu'il s'agissait bel et bien de mon père. J'ai même appelé l'un de mes frères qui s'est longuement entretenu avec eux et les informations données montraient qu'il s'agissait vraiment de lui. » La famille el-Moallem a ainsi su que Abdel-Hadi était détenu en 1990 à la prison de Palmyre et qu'il a été transféré dans plusieurs autres centres de détention, dont Adra, Tahouné, Saidnaya. « Connaître le sort de mon père est notre seule cause, affirme Anjad el-Moallem. Nos fêtes nous les vivons avec tristesse. Nous ne pouvons pas être heureux, tant que nous ne connaissons pas le sort de mon père. Nous voulons nos disparus vivants ou morts. » Et de reprendre dans un souffle : « Je sens qu'il est encore vivant. Aujourd'hui, il doit avoir 70 ans. Parfois, je le vois dans mes rêves, les cheveux blancs, avec un bras paralysé. Mais il ne m'adresse jamais la parole. »

Sida : le monde arabe confronté à une progression de l'épidémie

L'inaction des gouvernements et l'accès limité à l'éducation et aux soins médicaux dans le monde arabe accroissent le risque d'une expansion de l'épidémie de VIH au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (MENA).

Selon le dernier rapport des Nations unies, publié le 30 novembre, l'infection par le virus du sida dans le monde a baissé de 15 % par rapport à 2001 et le nombre de décès liés au virus est en recul

en raison d'un meilleur accès au traitement. Néanmoins, dans le monde arabe, le taux d'infection et de décès est en hausse, en raison notamment du manque d'actions gouvernementales, d'accès aux services médicaux et de prise de conscience du public. Dans cette région, le nombre de personnes ayant besoin d'un traitement est passé d'environ 45 000 en 2001 à quelque 160 000 en 2010.

Si certains pays ont com-

mencé à prendre des mesures, la stigmatisation des personnes infectées demeure très forte. « En un mot, ma vie est un grand secret », souligne l'AFP un jeune habitant de Beyrouth, qui a appris il y a trois ans sa séropositivité. « C'est quelque chose que je n'ai pas dit » à ma famille, « je ne pourrais pas leur faire supporter ça ».

« La vie de ceux qui sont porteurs du VIH est très difficile (...). Ils ne peuvent pas

parler librement de leur maladie avec leurs proches, note Brigitte Khoury, psychologue clinicienne au centre médical de l'Université américaine de Beyrouth. Nous avons eu des cas de personnes mises à la porte par leur famille. Si certaines familles offrent leur aide, la vie (des séropositifs) est essentiellement faite de secret et de peur. »

Cette peur, affirment les experts, conduit souvent les séropositifs à ne pas deman-

der de traitement.

« Le fil commun qui relie tous les pays de la région est l'impact de la stigmatisation et de la discrimination, qui sont les principales raisons pour lesquelles les personnes séropositives ou appartenant à des groupes à risques n'ont pas accès aux services essentiels », explique Aleksandar Sacha Bodiroza, conseiller sur la question du VIH et du sida au Fonds des Nations unies pour la population.

Brèves

Menaces d'attentats contre des missions diplomatiques

L'agence al-Markaziya a rapporté hier que la sécurité a été renforcée autour des missions diplomatiques suite à des informations sécuritaires libanaises sur la possibilité d'attentats qui pourraient les viser en raison de la situation instable dans la région.

Sensibiliser les jeunes aux dangers du quotidien...

Le programme « Les

défenseurs civils », financé à 40 000 euros par l'Union européenne dans le cadre du partenariat Euromed et mis en place en coopération avec le ministère de l'Éducation, a été lancé hier. Ce programme est destiné à sensibiliser les jeunes âgés entre 6 et 10 ans aux dangers auxquels ils peuvent faire face dans leur vie de tous les jours et qui nécessitent parfois l'intervention de la Défense civile. Ainsi, le don de l'Union européenne sera utilisé pour la production de 125 000 CD qui seront distribués aux élèves des écoles publiques et privées et qui présenteront un jeu vidéo qui les familiarise avec ces activités.

Le lancement s'est tenu hier au palais de l'Unesco en présence notamment de

le chef de délégation de la Commission européenne au Liban, Angelina Eichhorst, du directeur de la Défense civile, le général Raymond Khattar, sous le patronage du ministre de l'Intérieur Marwan Charbel.

Nouvelle grève de la faim à Roumieh

Hier, 187 détenus ont entamé une grève de la faim à Roumieh. Ils veulent ainsi protester parce que les autorités n'ont pas fait suite à leurs demandes en ce qui concerne notamment la réduction à neuf mois de l'année carcérale et l'adoption d'une loi relative à une amnistie générale. Toujours à Roumieh, dans la nuit de mardi à mercredi, un prisonnier a lancé une

bombe lacrymogène dans une cour intérieure de la prison. Sur la route de l'aéroport, une centaine de personnes ont brûlé des pneus bloquant la circulation. Ils ont appelé à l'adoption d'une loi d'amnistie générale.

Des pneus brûlés pour protester contre les coupures de courant

Les FSI ont réussi à ouvrir dans la nuit d'hier un tronçon de la route de l'aéroport, au niveau de Ouzai. Des jeunes avaient brûlé des pneus pour protester contre les coupures de courant.

Deux réfugiés syriens blessés hospitalisés au Liban-Nord

Deux blessés syriens,

touchés par des éclats d'obus et de balles dans leur propre pays, ont été transportés par la Croix-Rouge à partir de la frontière syro-libanaise dans des hôpitaux du Liban-Nord, à Halba et à Tripoli.

La conférence des chefs de police arabes à Beyrouth

Le directeur général des FSI, le général Achraf Rifi, a inauguré hier la 35e conférence des chefs de police et de sécurité arabes qui se tient à l'hôtel Royal à Dbayé. La séance inaugurale a eu lieu en présence du ministre de l'Intérieur Marwane Charbel, représentant le président de la République Michel Sleiman.

Opinion

Trop de libertés tuent la liberté

Devant un acte scandaleux qui atteint les croyances religieuses, ne pas réagir et laisser passer, c'est souvent stagner dans la médiocrité. Notre époque nécessite des engagements, des prises de position. Quand les frontières, intellectuelles, politiques et sociales, s'amenuisent pour laisser la place à la mondialisation, les identités se noient dans les pixels du monde. Ce que chaque pays conçoit, dans ses limites géographiques, pour sa population réjaillit sur chaque habitant de la terre, avec ses effets positifs ou négatifs, grâce à la connaissance, diffusée à travers les ondes de téléphonie mobile, les fuseaux sociaux du Web et les retransmissions télévisées par satellite. L'information a donc, dès l'instant où elle est émise, une portée universelle ; d'où une plus grande influence et par conséquent plus de responsabilités.

Le but de mon écrit est d'exprimer ma révolte devant les insultes répétées de certains critiques français atteignant les convictions religieuses. C'est avec un grand respect pour la seconde patrie de mon cœur que j'expose mon indignation et mon inquiétude.

Cette France que j'aime, où est-elle donc passée ? Je ne la retrouve plus dans les abus, les excès, les licences de langage et surtout le manque de respect des croyances qui va jusqu'au déni du sacré. Si la république, par opposition à la monarchie absolue, a institué le culte de la déesse raison, jusqu'à la déraison, elle a, en séparant l'Église de l'État, presque déchristianisé les tendances populaires...

(Tous ces crimes commis dans les écoles françaises ne sont-ils pas causés par le manque de morale religieuse ?) Comment ne pas comparer cet espace public commun, qui rejette toute marque personnelle de conviction religieuse, et où le Christ divin est traité comme un simple gourou, avec notre pays ; où se côtoient le voile et la croix, avec naturel et en toute amitié ?

Si la préciosité du langage dans le théâtre de Molière frise le ridicule, la diarrhée verbale de certains critiques des chaînes télévisées, qui utilisent les symboles spirituels dans un but de persiflage et de cynique débat, tend à la médisance et à la diffamation. Toujours sous le couvert d'une liberté d'expression et sous prétexte de traduire un réalisme indécent, le rire se transforme en une scandaleuse vulgarité, quand certains animateurs, écrivains, journalistes défigurent les valeurs françaises. Ils devraient se remettre en question, dans une autocritique, et revoir les priorités de leur pays, dans le monde francophone, qui prône un universalisme humanitaire et culturel. La liberté, l'égalité et la fraternité ont besoin du respect de l'autre, et de ses croyances pour se propager dans les sociétés mixtes et métissées. Alors que la France porte bien haut le flambeau de ces lumières diffusées depuis le XVIIIe siècle (siècle des lumières), certains Français devraient s'y conformer et ne pas trahir ce message de finesse, d'intelligence et de savoir-vivre qu'elle transmet.

En cette ère de la mondialisation et de l'Internet, il n'existe plus de plateau de chaîne déterminée. La scène devient la surface de la terre et les spectateurs tous les habitants de la planète.

Invitation à un mariage

Dans la pile de courrier déposée cérémonieusement chaque matin par le secrétaire sur son bureau, il découvre avec un profond ennui et un abysse désespoir une petite boîte flanquée d'une carte d'invitation à un mariage (encore un !). Monsieur Machin et Madame Duchemin ont le plaisir... bla-bla-bla... Encore une corvée mondaine. C'est au moins la dixième mariage cette saison. Encore un cadeau lui faudra offrir. La carte a de plus le goût douteux de mentionner une liste de mariage, style : « On vous connaît à peine mais on vous invite car on veut un cadeau. » Le problème avec les listes c'est qu'on n'a jamais l'impression d'offrir un présent d'une valeur assez appréciable. C'est certainement le but, se dit-il. La boîte, contient une espèce de babiole avec les noms des mariés gravés en caractères calligraphiques et entrelacés, censés probablement représenter l'amour que se portent les heureux élus. Bref, encore un truc encombrant dont on ne sait que faire et qui finira avec une multitude d'autres objets inutiles sur la table d'un salon. Il appelle sa femme pour lui annoncer la « bonne nouvelle ». Elle saute sur l'occasion. Mais que vais-je porter, lui dit-elle ? Il voudrait lui répondre : « La même chose que la dernière fois », mais juge cela inopportun, car cela engendrerait une conversation téléphonique interminable sur le fait qu'il n'y connaît rien et que tout le monde remarquerait une telle aberration.

Sa journée est fustue. Il

ne pense plus qu'à cette interminable soirée qu'il devra bientôt passer au milieu de gens inconnus. Trois semaines et 1 000 dollars (le prix du cadeau) plus tard, le jour tant redouté arrive. Il aurait préféré être exilé au Kamchatka, à Oulan Bator ou même avoir un rendez-vous chez le dentiste plutôt que d'affronter ce qui l'attendait. La cérémonie religieuse est prévue à 16 heures dans le village natal du marié, un trou perdu au milieu de nulle part (après avoir tourné à gauche). Il faut prévoir deux heures de route au moins, lui avait-on recommandé, embouteillages obligeant. Échaudé par des expériences passées, il calcule qu'il lui en faudra au moins trois. Après s'être déguisé : complet sombre, chemise blanche, cravate zizou et pompes bien brillantes, il part à 13 heures, affronte la chaleur, le trafic, les klaxons, les odeurs, les trous de chaussées, les injures, les policiers bedonnants endormis aux carrefours qui n'en ont rien à foutre, les chauffés à quatre, deux et même une roue. Il manque de justesse, par ailleurs, d'en écraser quelques-uns - « dommage », pense-t-il. On lui érafle même sa bagnole, sortie la veille de chez le garagiste. En dehors de la ville, les routes de montagne, étroites et sinueuses, sans aucune signalisation ne sont pas meilleures. Essayant de respecter une limite de vitesse, il est dépassé à gauche, à droite par des malades du volant qui se prennent pour Michael Schumacher et qui lui font des appels de phares. Il rebrousse chemin plusieurs

fois, se trompant de bifurcation, puis finit par arriver haletant à 16 heures 15. Une foule se presse sur le parvis de l'église. La mariée, elle, se fait attendre, protocole oblige. Elle arrive avec 45 minutes de retard entourée par toute la famille, les femmes coiffées façon Tour de Pise par un coiffeur-visagiste-paysagiste qui, pour faire honneur à son titre, s'en est justement donné à cœur joie et a planté un paysage bucolique dans les chevelures en les ornant de fleurs et de plumes colorées de volatiles divers. Le maquilleur, lui, s'est littéralement délecté en inventant l'éllixir de jeunesse, mais à l'envers, transformant une jeune de 20 ans en une dame de 50 ans (au moins). Les robes portées par ces dames et griffées Dior, Lacroix, Mugler sont assurément mieux avec Linda Evangelista ou Naomi Campbell à l'intérieur. Un gros photographe, huileux, empressé et rustre de surcroît, le bouscule peu cérémonieusement : « Zih ayné zih. » Il se pousse par convenance.

Tout le monde n'a d'yeux que pour la robe de la mariée pour mieux pouvoir en parler le lendemain lors de la sobbié obligatoire. Il pense même déceler une vague inquiétude dans les yeux du marié, qui se demande s'il ne s'est pas trompé de cérémonie. Trop tard. La marche nuptiale est entamée et l'office religieux commence avec une heure de retard, à 17 heures, sous les regards émus de la famille proche et de la désinvolture de tous les autres. Il s'assied à côté de la porte pour pou-

voir sortir plus vite et ne pas attendre une heure dans la file pour présenter ses félicitations. Il constate avec effroi qu'il n'est pas le seul à avoir eu cette lumineuse idée. 17 heures 45, la cérémonie enfin terminée, il doit jouer des coudes dans la foule qui se presse aux félicitations. Alf Mabrouk ! déclare-t-il avec un sourire aussi éclatant que forcé. 18 heures 30, les mabrouks enfin terminés (alf c'est beaucoup quand même), il ne sait plus quoi faire en attendant 21 heures, heure à laquelle le dîner est prévu. Il tourne en rond. Paraît que la visite de la savonnerie du coin est à ne pas manquer et que Emm Samir à côté fait les meilleurs « kechek ». Beïrk ! se dit-il. Il faut aussi aller visiter le chêne multi-centenaire sur la place du village en feignant de s'extasier. Mais il faut bien faire passer le temps.

L'heure du dîner enfin là, il est installé à une table ronde, décorée d'une jungle de fleurs blanches, en compagnie de quatorze inconnus coincés comme des sardines. Il n'a rien à leur dire et eux non plus. « Quel beau mariage », se hasarde-t-il à déclarer. Tout le monde approuve avec empressement. Le silence retombe. La musique tonitruante qui gueule « Congratulations » ou le très moderne tube « La vie en rose » ne contribue pas aux échanges littéraires. Il s'ennuie mortellement, baille, se mouche dans les étoiles, se demande ce qu'il a fait pour mériter cela. Le dîner arrive, lentement servi pas des essais de serveurs aux

cheveux bien recouverts d'un gel brillant et uniformes, estampillés du nom du traiteur. En entrée, « saumon et crivettes ». En plat principal, « vionde di bœuf » trop cuite, style semelle. Le « dissert », lui, se fait attendre, car on attend que les mariés coupent le fameux gâteau qui est tellement haut qu'il penche encore plus que les coiffures Tour-de Pise des femmes. La musique monte d'un cran et, comble de l'horreur, vient à l'orientale, ce qui lui scie littéralement les oreilles mais semble enflammer certaines de ces dames qui se croient obligées de se trémousser lascivement sur la piste, manquant par leurs mouvements de déchirer leurs robes déjà trop serrées. Le gâteau tant attendu arrive. Brandissant un énorme sabre doré, d'autant probablement de l'émir Fakhreddine et qui servait à trancher les cous, les mariés s'acharnent sur la malheureuse chose qui semble résister à tous les assauts tant la pâte est dure. Ouf ! C'est le moment de filer à l'anglaise. Il se lève faisant mine de vouloir danser, récupère sa moitié qui semble s'amuser modérément plus que lui, fait quelques bises par-ci, par-là et prend ses jambes à son cou avant qu'il ne soit malencontreusement vu ou rattrapé. Il est 1 heure du matin. En comptant les deux heures de route pour rentrer chez lui, tout cela aura duré quatorze heures. Il se sent coupable. Coupable d'avoir fait subir ce même calvaire à des gens lors de son mariage à lui. Ils sont vengés.

Jo HADDAD

À nos lecteurs

Nos lecteurs sont priés de tenir compte d'un double impératif : les articles adressés au journal ne devraient pas dépasser 4 000/5 000 signes et respecter les règles de la déontologie. De plus, les courriers publiés n'engagent que leurs auteurs et en aucun cas le journal.